

## CONSEIL MUNICIPAL du 20 Juin 2019

L'an deux mil dix-neuf, le 20 juin 2019 à 19h00, le Conseil Municipal, légalement convoqué par lettre individuelle, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Dominique LEROY, Maire.

**Etaient présents** : Dominique LEROY, Yvon GESLAND, Damien RIPAUD, Gaston TOUSSAINT, Alexandra VANBESIEN, Franck GAUTIER, Christian HEUTTE, Catherine LEBON, Elian REBOURG, Marceau CARRE

**Absents excusés** : Christelle COIGNARD, Sarah DUCHEMIN, Sarah LEPAGE, Gilles DEVILLEE, Jean-Noël DUHAMEL

**Secrétaire de séance** : Alexandra VANBESIEN



### **Délibération 2019-12: Avis sur le projet arrêté du PLUi (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal)**

Vu l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre I<sup>er</sup> du code de l'urbanisme,

Vu le décret n° 2015-1782 du 28 décembre 2015 modifiant diverses dispositions de la partie réglementaire du code de l'urbanisme,

Vu le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre I<sup>er</sup> du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme, et notamment son article 12,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.153-15 et R.153-5,

Vu le Règlement National d'Urbanisme s'appliquant actuellement sur la commune,

Vu l'arrêté préfectoral DELE-BCLI-2018-55 portant adhésion de communes à la CCPAVR,

Vu la délibération n°104-2015 du 30 novembre 2015 prescrivant le Plan local d'urbanisme intercommunal de la Communauté de Communes Pont-Audemer et définissant les objectifs et modalités de concertation,

Vu la délibération n°170-2017 du 26 juin 2017 approuvant l'extension du PLUi engagé sur la Communauté de communes de Pont-Audemer, pour couvrir l'intégralité du territoire de la Communauté de communes Pont-Audemer Val de Risle et valant Programme Local de l'Habitat,

Entendu le débat au sein du Conseil communautaire en date du 11 février 2016, sur les orientations générales du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), conformément à l'article L.153-12 du code de l'urbanisme,

Entendu le débat au sein du Conseil municipal en date du 12/06/2018, sur les orientations générales du PADD du PLUi,

Vu les délibérations n°54-2019 et n°55-2019 du Conseil communautaire en date du 15 avril 2019 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de PLUi,

Vu la délibération n° 53-2019 du 15 avril 2019 établissant que le PLUi ne peut plus tenir lieu de PLH, comme prescrit, en raison de l'élargissement du périmètre de la Communauté de communes Pont-Audemer Val de Risle;

Considérant que la procédure de PLUi n'a pas été étendue aux 8 communes ayant intégré la Communauté de communes Pont-Audemer Val de Risle au 1<sup>er</sup> janvier 2019, et qu'elles conserveront leur document d'urbanisme ou resteront régies par le Règlement national d'urbanisme (RNU), jusqu'à la révision du PLUi ;

Vu les différentes pièces composant le dossier de PLUi arrêté, et notamment le rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation, le règlement écrit et graphique (zonage) et les annexes ;

Considérant que les modalités de collaboration avec les communes ont été mises en œuvre, dans le respect des délibérations du 30 novembre 2015 et du 26 juin 2017, notamment par l'organisation d'un séminaire et six ateliers thématiques avec les élus du territoire, de 8 réunions de la Commission Aménagement dédiées au PLUi, des réunions consacrées au zonage et à la réglementation dans chaque commune et par secteur géographique, et de nombreux échanges téléphoniques ou mail ;

Considérant que les cinq grands axes du PADD visent à :

- valoriser le cadre de vie remarquable de la Communauté de communes de Pont-Audemer Val de Risle,
- conforter la dynamique démographique tout en proposant une offre de qualité en services et équipements,
- adapter l'offre de logements aux demandes actuelles et anticiper les besoins futurs,
- accentuer la dynamique économique,
- et réinterroger les mobilités du territoire et proposer des alternatives ;

Considérant que le rapport de présentation comprend le diagnostic, l'état initial de l'environnement, la justification des choix et l'évaluation environnementale ;

Considérant qu'un seul règlement est établi pour les 26 communes de la Communauté de communes Pont-Audemer Val de Risle concernées,

Considérant que le zonage est simplifié à quatre zones (U, AU, A, et N) pour toute l'intercommunalité, divisées en fonction de leur vocation en 8 secteurs urbains, 4 secteurs à urbaniser, 4 secteurs agricoles, et 5 secteurs naturels et forestiers ;

Considérant que 37 Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) permettent d'encadrer l'aménagement de nombreux secteurs, aux échelles, problématiques et enjeux variables. Au sein de ces secteurs, les autorisations d'urbanisme devront être compatibles avec les orientations définies au sein de ces Orientations d'Aménagement et de Programmation ;

Considérant que l'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) relative au commerce a pour objet de réguler le développement des surfaces commerciales de périphérie afin de préserver la pérennité des commerces et services de proximité du territoire en fonction de leur typologie : attractivité et variété du tissu commercial du centre-ville de Pont-Audemer, soutien à la vie commerciale des pôles secondaires et maintien des commerces de proximité dans les bourgs ;

Considérant les modalités de concertation mises en œuvre, dans le respect de la délibération n°170-2017 du 26 juin 2017, notamment par :

- l'organisation de 13 réunions publiques dans plusieurs communes du territoire ayant permis de rencontrer et d'informer près de 600 personnes,
- la tenue de 4 réunions avec les personnes publiques associées,
- un diagnostic spécifique demandé à la Chambre d'Agriculture de l'Eure concernant les activités agricoles du territoire,
- l'exposition dans le hall de la mairie de Pont-Audemer et lors des réunions publiques, d'un panneau sur support déroulant présentant les documents constitutifs du PLUi, les thématiques abordées, son calendrier, les dispositifs de concertation et quelques données synthétiques sur le territoire,
- la réception par mail ou par courrier de contributions et remarques,
- la mise à disposition de 27 registres de concertation et de documents de travail dans chaque Mairie et au siège de la CC Pont-Audemer Val de Risle,
- et la diffusion d'informations sur le site internet dédié au PLUi "plui-ponto.fr", sur le site internet de la CC Pont-Audemer Val de Risle et dans la presse locale ;

Considérant que le projet de PLUi est consultable en version papier à la Direction de l'Aménagement de la Communauté de communes Pont-Audemer Val de Risle, place de Verdun, à Pont-Audemer (version intégrale), à la Mairie (extrait communal et support numérique) et également en version informatique sur le site internet dédié au PLUi "plui-ponto.fr" ;

Considérant que les communes membres doivent transmettre leur avis dans un délai de trois mois à compter de l'arrêt projet du PLUi, soit au plus tard le 3 août 2019, et que, passé ce délai, leur avis sera réputé favorable ;

Considérant que cet avis porte notamment sur la partie réglementaire du PLUi (règlement, zonage, orientations d'aménagement et de programmation) qui concerne la commune et prend la forme de la présente délibération du Conseil municipal ;

Considérant que, dans le cas où l'une des communes membres de la Communauté de communes Pont-Audemer Val de Risle émettrait un avis défavorable sur les éléments qui la concernent directement, le conseil communautaire devrait délibérer à nouveau et arrêter le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, conformément à l'article L.153-15 du code de l'urbanisme ;

Considérant que le projet de PLUi arrêté, le bilan de la concertation ainsi que l'ensemble des avis des communes et des partenaires qui auront été réceptionnés seront soumis à l'enquête publique laquelle devrait se dérouler courant septembre 2019 ;

Considérant que le projet de PLUi pourra être modifié pour tenir compte des observations du commissaire enquêteur, avant son approbation par le Conseil communautaire, prévue en fin d'année 2019 ;

Considérant que le PLUi, une fois approuvé, sera exécutoire un mois après sa transmission au Préfet, et se substituera à l'ensemble des documents d'urbanisme communaux en vigueur et s'appliquera également sur le territoire des 3 communes actuellement soumises au RNU ;

*Il est proposé au Conseil Municipal,*

- d'émettre un avis sur le projet du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la CC Pont-Audemer Val de Risle, notamment sur le zonage, le règlement et les orientations d'aménagement concernant la commune, conformément à l'article R.153-5 du code de l'urbanisme ;
- de demander la prise en compte des observations, sur le fond et la forme du projet de PLUi, annexées à la présente délibération.

Le Conseil municipal, après avoir pris connaissance du zonage ainsi que des OAP proposés sur le territoire communal, à la majorité des membres présents ;

- Décide d'émettre un favorable sur le projet du PLUi
- Sollicite la prise en considération des observations ci-annexées à la présente délibération

- *Annexe de la délibération n°2019-12 du 20/06/2019-*

### **Observations sur le projet arrêté du PLUi (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal) concernant la commune de Condé-Sur-Risle**

#### **OAP n°7 : Le Rouillard**

Selon les orientations d'aménagement et de programmation prévus par le projet de PLUi, 6 logements pourraient se développer dans ce secteur, jusqu'à présent deux parcelles à bâtir y ont été permises, la municipalité ne souhaite pas augmenter d'avantage le nombre de constructions à cet endroit.

Le Conseil municipal, considère, en effet que pour rendre l'ensemble du chemin du Rouillard carrossable et suffisamment large, le coût et le volume des travaux de voirie à engager par la collectivité seraient trop importants.

Il est demandé de réduire les limites de la zone AUb2 aux seules parcelles actuellement autorisées.



### **Délibération 2019-13: France Telecom : Redevance d'occupation du domaine public 2019**

Vu le décret n°2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif à la redevance d'occupation du domaine public non routier, droits de passage sur le domaine public et servitude sur les propriétés privés,





Après avoir présenté ces nouveaux montants, Monsieur LEROY soumet à l'approbation des membres présents la proposition des services de GROUPAMA pour un nouveau contrat dénommé « auto-mission collaborateurs ».

Celui-ci garantit les déplacements professionnels des agents de la collectivité ainsi que ceux des élus dans le cadre de leurs fonctions. La cotisation annuelle s'élève à 433€ TTC selon le barème indiqué.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,

Décide de souscrire au contrat auto-mission collaborateurs et sollicite son application à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019,

Autorise Monsieur le Maire à signer les documents afférents à ce dossier.



### **Délibération n°2019-19: Création d'un poste d'adjoint technique territorial**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement dont ils relèvent.

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre du transfert à la communauté de communes de Pont-Audemer Val de Risle des compétences scolaires et des personnels liés à celles-ci depuis le 1<sup>er</sup> Mai 2019, il est nécessaire de régulariser le statut de certains agents devenus intercommunaux du fait des fonctions exercées au sein des 2 entités.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services et de modifier en conséquence le tableau des effectifs de la collectivité,

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, décide :

1 - La création d'un emploi d'adjoint technique territorial à temps non complet, pour une durée hebdomadaire de service de 3/35<sup>ème</sup> et ce avec effet au 1<sup>er</sup> Juillet 2019. L'agent sera en charge des locations de la salle communale et de l'entretien de la mairie.

Cet emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie C de la filière technique, au grade d'adjoint technique territorial

.S'il ne peut être pourvu par un fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un agent non titulaire dont les fonctions relèveront de la catégorie C dans les conditions fixées à l'article 3 et suivants de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire correspondant au grade d'adjoint technique territorial

2 - De modifier ainsi le tableau des emplois.

3 - D'inscrire au budget les crédits correspondants.



Rien ne restant à l'ordre du jour, Monsieur le Maire déclare la session close.  
Délibéré en séance, les jour, mois et an susdits. La séance est levée à 21h00.